



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre des Communications et des Médias

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

10 MARS 2016

Monsieur
Fernand ETGEN
Ministre aux Relations
avec le Parlement
LUXEMBOURG

Luxembourg, le

09 MARS 2016

Objet : Réponse de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias à la question parlementaire N° 1804 du 11 février 2016 de Madame la Députée Nancy Arendt

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire N° 1804 du 11 février 2016 de Madame la Députée Nancy Arendt.

La version électronique a été transmise à vos services par voie de courriel.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre des Communications
et des Médias

Xavier Bettel

Réponse de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias à la question parlementaire N° 1804 de Madame la Députée Nancy Arendt au sujet des problèmes de sécurité rencontrés par les utilisateurs d'Internet

Les résultats de l'étude réalisée par Eurostat et à laquelle se réfère l'Honorable Députée doivent être mis en relation avec le taux de pénétration du haut débit internet au Luxembourg. En effet, l'accès à Internet et l'utilisation journalière sont très développés au Luxembourg, (78 % des ménages de l'UE contre 96% pour le Luxembourg, source Eurostat).

Ce taux de pénétration et d'utilisation élevé est principalement le fruit de la politique conséquente de développement des réseaux à très haut débit poursuivie par le gouvernement depuis quelques années. A l'heure actuelle, l'un des objectifs fixés par la Commission européenne, à savoir améliorer significativement le taux de pénétration, la connectivité et le haut débit, est largement atteint par notre pays et on peut en déduire une augmentation corrélative potentielle de la probabilité des incidents. Il est donc indiqué de relativiser les résultats de l'étude au vu de ces éléments.

Cela étant dit, l'accroissement des risques liés à une utilisation massive des réseaux à large bande par une vaste partie de la population et des entreprises va de pair avec l'adoption d'un nouveau plan de cyber sécurité renforcé. La nouvelle stratégie nationale dans le domaine de la cyber sécurité, élaborée par un groupe de travail composé d'acteurs du secteur public concernés par la cyber sécurité, a été approuvée et rendue exécutoire par le gouvernement en mars 2015. Elle définit sept objectifs déclinés en 41 points d'action distincts. Le suivi de la mise en œuvre de ces plans d'action spécifiques est effectué par le Haut-Commissariat à la Protection Nationale. Jusqu'à présent, le calendrier qui a été retenu pour la mise en œuvre des plans d'actions est respecté.

Le gouvernement, conscient de l'importance croissante du rôle que la CNPD sera amenée à jouer dans un monde qui à l'avenir évoluera sur le fondement de l'exploitation des données à caractère personnel, a consenti à renforcer les ressources humaines mises à disposition de cette autorité. Ainsi, sur les années à venir, elle verra son cadre de personnel augmenter sensiblement.